

Chacun au pays sait que nous traversons une époque difficile pour l'humanité tout entière. Le Canada n'est pas en plus mauvaise posture que les autres pays. De fait, je crois que notre situation est meilleure que celle d'aucun autre pays et j'ai confiance que nous saurons traverser l'épreuve. J'ai confiance en l'ingéniosité, le courage et la foi du peuple canadien et je suis convaincu qu'avec des chefs éclairés le Canada se tirera d'affaire mieux que tout autre pays au monde. Mais, pour traverser la crise, il nous faut des chefs éclairés et des cerveaux posés, non pas des agitateurs. Je puis dire au premier ministre et à son cabinet que tout le monde ici et tout le monde au pays a une idée des problèmes que le Gouvernement doit envisager tous les jours et chacun de nous sait que le premier ministre et son gouvernement travaillent de longues journées et de longues nuits pour résoudre ces problèmes et relever le défi qui leur a été lancé quand, en 1930, on les a choisis pour diriger les affaires du pays. J'ajoute sans aucune hésitation que les gens les plus capables du pays, ceux qui ont réfléchi à la situation que nous traversons et à celle qui nous attend, sont avec le premier ministre et son gouvernement, et les partisans du gouvernement à la Chambre les suivent, tous sans exception. Je dis donc au premier ministre et à son gouvernement: Allez de l'avant, accomplissez les tâches qui vous attendent tous les jours et laissez les agitateurs et les babillards s'agiter et babiller et les bavards continuer leur bavardage.

M. THOMAS REID (New-Westminster): J'ai quelques mots à dire touchant la résolution que la Chambre étudie en ce moment. Je dois affirmer au début que, nous, députés de la gauche, nous inquiétons autant du grand problème du chômage qui existe au pays que le font les députés du parti ministériel. Pour ma part, on me permettra d'ajouter que je me soucie plus des affaires du Canada que de ce qui se passe en Russie. Il me semble que nous devrions porter plus d'attention aux affaires de notre pays en laissant la Russie résoudre ses propres problèmes et sa destinée. Le problème que le peuple canadien doit résoudre est de savoir ce qui se produira demain, dans notre Dominion.

Le ministre des Chemins de fer (M. Manion) a dit dans son discours de l'autre jour, que le Canada avait à envisager une situation pire que tout ce qu'il a jamais vu dans son histoire, sans même excepter la guerre. Je suis absolument d'accord avec lui sur ce point. J'irai même plus loin en disant que, pour ma part, je crois sincèrement que, si jamais l'industrie et la situation reviennent à ce que nous croyons la normale, l'industrie ne pourra jamais absorber le nombre considérable d'hommes et de femmes qui désirent anxieusement

[M. Nicholson.]

travailler, et ce fait devra être envisagé plus courageusement à l'avenir si nous voulons placer le pays sur de meilleures bases.

Les honorables députés de la droite ont blâmé les députés de l'opposition en prétendant que nous ne voulions pas joindre nos efforts aux leurs. Je crois que le Gouvernement aurait dû, tout d'abord, indiquer qu'il a besoin que l'opposition collabore avec lui, mais j'attends encore un seul geste en ce sens. Je suis demeuré à la Chambre et j'ai écouté la discussion qui s'y est faite, mais en réponse aux suggestions parties de la gauche, je n'ai entendu que les rires moqueurs des partisans du gouvernement. On a dit et répété, à la Chambre comme ailleurs, que la gauche, l'an dernier, s'était constamment opposée aux lois projetées, bien que beaucoup de députés de la gauche aient demandé à plusieurs reprises au Gouvernement de s'occuper du chômage ou au moins de donner à la Chambre une occasion de le discuter, mais ce n'est qu'à la fin de la session que le Gouvernement proposa son projet de loi. Les honorables députés de la droite et le premier ministre lui-même ont dit que nous nous étions opposés à cette loi et que si des délais s'étaient produits pour remédier au chômage, ces délais avaient été causés par l'opposition, à la Chambre. Je le nie, monsieur l'Orateur. Le ministre du Travail lui-même a écrit une lettre à une municipalité de mon comté où il dit que la gauche avait retardé la mise en vigueur de la loi par ses discours. Si j'ai quelque idée de l'aide que le Gouvernement attend de la gauche, je crois que c'est simplement de consentir tranquillement à tout ce qu'il voudra faire; il désire que nous nous contentions de garder le silence et de ne pas agir. Si les rôles étaient renversés et si les honorables députés de la droite siégeaient à gauche, je me demande si le ministre des Chemins de fer et des Canaux (M. Manion) et le ministre du Commerce (M. Stevens), ainsi que le très honorable premier ministre ne s'opposeraient pas à ce que nous présentions à la Chambre une proposition dans le genre de celle qu'on lui présente aujourd'hui et s'ils nous diraient simplement: Allez-y; nous n'avons pas d'opposition à présenter. Cela exige tout de même beaucoup d'imagination.

S'il y a eu un délai, monsieur l'Orateur, cela est dû aux ministériels. Le premier ministre connaît la situation du pays mieux que personne autre au Canada et il devrait savoir que cette loi expirait le 29 février dernier. Je demande au prochain orateur ministériel qui me suivra de me dire pourquoi l'on n'aurait pas pu insérer dans les crédits un article couvrant les travaux ou le paiement de secours des prochains deux mois.

Je tiens à protester, monsieur l'Orateur, contre quelques-unes des remarques faites hier